



3^e Circonscription (Sète-Roujan)

CANDIDATURE DE

Raoul CALAS

PRESENTE PAR

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

REMPLAÇANT EVENTUEL : LOUIS BONNAVENC

Petit viticulteur

ELECTEURS, ELECTRICES,

Le 23 Novembre, vous êtes appelé à élire le Député qui vous représentera à l'Assemblée Nationale.

Vous jugerez les candidats sur leurs actes passés et récents et non sur leurs seules paroles ou leurs promesses.

Les communistes sont les seuls à ne pas avoir trahi les engagements pris devant les électeurs lors du 2 Janvier 1956. Si les autres candidats, notamment ceux du Parti Socialiste S.F.I.O. et du Parti Radical, en avaient fait de même, notre Pays ne connaîtrait pas la grave situation d'aujourd'hui. Nous assistons à ce curieux paradoxe que ce sont ceux qui sont responsables de la néfaste politique du passé, qui précisément vous appellent à les élire pour, disent-ils, rompre avec ce passé.

Le Parti Communiste Français et ses élus, quant à eux, n'ont rien ménagé tant au Parlement que dans le Pays, pour obtenir l'entente des forces ouvrières et démocratiques, pour satisfaire les besoins vitaux de notre peuple. Si depuis le 2 Janvier 1956, un certain nombre de réalisations favorables aux travailleurs de la ville et des villages ont pu être obtenues, sur le plan parlementaire, ce fut grâce à l'apport des suffrages des députés communistes (3 semaines de congés payés, fonds national vieillesse, réduction des abattements de zone...).

UN PASSE... QUI CONTINUE

Le coup de force du 13 Mai, la venue du général de Gaulle au pouvoir, n'ont rien amélioré. Au contraire. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter, la crise économique commence à frapper : des usines ferment, d'autres licencient une partie de leur personnel, réduisent les horaires de travail — comme chez « Fougla » à BEZIERS, à GANGES, à LODEVE, à St-PONS, etc... —. Le vin baisse à la production sans que cela se traduise dans les mêmes proportions à la consommation. En Algérie, la guerre se prolonge et s'aggrave ; elle a déjà coûté plus de 120 morts aux familles Héraultaises et des milliards y sont dépensés par centaines qui manquent à la construction de logements, d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement, etc..., pour les seuls profits d'une poignée de colonialistes.

Cette situation est le fruit du système capitaliste, régime d'exploitation, de misère et de guerre dont la malfaisance a pu se développer grâce à la politique pratiquée par tous les ministères qui se sont succédés depuis 1947, pour finalement donner naissance au gouvernement actuel où siègent ouvertement les représentants du grand capital financier et s'appuyant sur une Constitution autoritaire, pleine de menaces pour les libertés.

Seule la Socialisation des moyens de production et d'échange mettra fin à l'exploitation du travail d'autrui, supprimera pour toujours les causes des crises économiques et des guerres, et donnera à l'Humanité la pleine jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

POUR QUE ÇA CHANGE

Mais, dès à présent, on peut sans attendre réaliser une autre politique plus conforme aux exigences des travailleurs et de la nation.

Sans abandonner notre objectif de révision, dans un sens démocratique, de la Constitution actuelle, il est également possible d'obtenir la réalisation d'une politique de justice sociale et de salut national grâce au regroupement et à l'action des forces ouvrières et républicaines, et à la présence d'un important groupe communiste à l'Assemblée Nationale, fort de millions de suffrages et s'appuyant sur les organisations et groupements ouvriers, et, démocratiques.

Avec les communistes, il est possible, d'obtenir le relèvement du niveau de vie des masses populaires (augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions, prestations familiales), de combattre efficacement le

chômage (retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, véritable assurance-chômage aux frais du patronat), de faire aboutir la parité aux ouvriers agricoles avec ceux de l'industrie (salaires, Sécurité Sociale, zones de salaires, etc...), de sauvegarder la petite et moyenne exploitation agricole et viticole (prix rémunérateur pour le vin, abrogation des décrets du 30 Septembre 1953, retour aux dispositions sociales du « Code du Vin », retrait du « Marché commun », dispositions favorables aux victimes des calamités agricoles, prix différentiels pour les produits industriels, réduction de la fiscalité et diminution des marges bénéficiaires des gros intermédiaires afin de rendre le vin à la consommation à un prix plus accessible aux travailleurs ; aménagement du canal du Bas-Rhône - Languedoc avec garantie de la sauvegarde de l'exploitation agricole familiale avec pour cette dernière des crédits et des tarifs préférentiels.

LA PAIX EN ALGERIE par la négociation véritable avec ceux contre qui la France se bat et l'instauration de rapports nouveaux conformes à « l'esprit de notre temps », avec l'Algérie comme avec tous les peuples de l'Union Française...

... **UNE POLITIQUE EXTERIEURE HARDIE**, fondée non sur une fausse grandeur mais sur la coopération pacifique avec tous les pays sans exclusive et l'arrêt de la course aux armements classiques et nucléaires...

... **LA REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET LA REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT...**

... ce sont là des conditions fondamentales seules capables de redonner à la France sa véritable grandeur et l'une des places de premier plan qu'elle mérite à l'échelle mondiale.

Notre département se verrait transformé avec bonheur. La prospérité ferait reculer le chômage, la misère, la misère. Toutes nos richesses naturelles minières (charbon, uranium, bauxites, etc...), agricoles et viticoles, industrielles, maritimes (Sète), touristiques, seraient mises à profit. Ce serait l'épanouissement de nos Universités de Montpellier, de nos Ecoles et Centres de formation technique. Les portes de l'avenir seraient enfin ouvertes à notre jeunesse. Des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale seraient offerts aux familles, à l'enfance.

La sauvegarde et la renaissance de la démocratie politique sont indispensables pour la réalisation d'un tel programme.

C'est pourquoi notre Parti demande :

- l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la Constitution ;
- la sauvegarde et l'élargissement des libertés démocratiques (d'opinion, syndicales, de la presse, de réunion).

De plus nous sommes pour le contrôle du peuple sur ses élus et pour qu'une large autonomie soit accordée aux communes et départements.

LES CANDIDATS COMMUNISTES SE PRESENTENT A VOS SUFFRAGES LA TETE HAUTE, AVEC CONFIANCE

Nos deux députés sortants, Raoul CALAS et René PAGES, fidèles à leurs engagements se sont dépensés sans compter, entre autres, pour les métallos de Fougères, contre la fermeture de l'usine à gaz d'Agde, pour les ouvriers agricoles, pour les vigneronniers sinistrés, pour les victimes des inondations, pour les pêcheurs de Sète et du Littoral, pour nos mineurs, les ouvriers du textile, pour nos écoles laïques, pour la fin de la guerre d'Algérie et la paix en général.

Il faut, c'est votre intérêt, redonner au Parti Communiste Français la représentation parlementaire à laquelle il a droit dans l'Hérault, et donner au Groupe Communiste à l'Assemblée le plus de poids possible pour riposter à la montée des forces réactionnaires que favorise la direction actuelle du Parti Socialiste S.F.I.O. et qui trouve sa signification dans ce scrutin de voleurs que constitue le scrutin d'arrondissement à deux tours.

Le Parti Communiste Français présente donc à vos suffrages un homme du peuple, un réalisateur capable, un démocrate éprouvé, un patriote ardent, qui a donné durant 35 ans de vie militante, les preuves de sa fidélité à la cause de la classe ouvrière et du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER EN MASSE DES LE PREMIER TOUR POUR :

Raoul CALAS

Instituteur

Combattant de la Résistance — Condamné à mort pour sa lutte contre l'occupant Nazi
Croix de guerre, Médaille de la Résistance et Légion d'honneur

Membre du Comité Central du Parti Communiste Français

Député sortant

- POUR LA VICTOIRE DE LA REPUBLIQUE.
- POUR L'AVENIR DE LA FRANCE.

Vu : Le Candidat.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Imp. de la Presse — Montpellier.